

Elaboration du PLU de la Commune de Bouhet		
Requêtes exprimées lors de l'enquête publique	Avis du Commissaire Enquêteur	Réponse Monsieur Le Président CdC Aunis Sud
Monsieur Lamoureux conseiller municipal à Bouhet considère que les surfaces constructibles réduites par rapport au projet sont suffisantes. Le projet est satisfaisant.	Avis favorable	Avis favorable
Demande de Madame Céline Brandy concernant la constructibilité des parcelles B 558 et 763a.	<p>Actuellement, il ne me paraît pas souhaitable d'accéder à cette demande, cela serait contraire aux orientations du PADD et cela augmenterait la surface constructible au-delà des surfaces actées dans le SCoT du Pays d'Aunis.</p> <p>Avis défavorable</p>	Avis défavorable
Demande de Monsieur Nicolas Bapst concernant le règlement du PLU. Il est demandé de définir une gamme de trois couleurs pour les menuiseries à Bouhet.	<p>Une gamme de couleurs préconisées pourrait être envisagée par le CAUE de Charente-Maritime (Conseil en Architecture et Environnement) et être intégrée dans le règlement ou bien sans modifier le règlement la joindre en annexe du PLU, mais l'échelle d'une seule commune est-elle adaptée ?</p> <p>Une charte architecturale pourrait également s'envisager, mais à une plus grande échelle, peut-être pour le Pays d'Aunis dans son ensemble.</p>	<p>Une charte paysagère pourra être envisagée en annexe du futur PLUI-h</p> <p>Avis défavorable</p>
Monsieur Antonin Buot souhaite construire sa maison d'habitation sur la propriété familiale située au lieu-dit Silop. Mais cette personne n'est pas agriculteur, il demande	Le maître d'ouvrage devra se prononcer sur cette demande, mais y donner une suite favorable serait en contradiction avec les orientations du PADD de	Avis défavorable

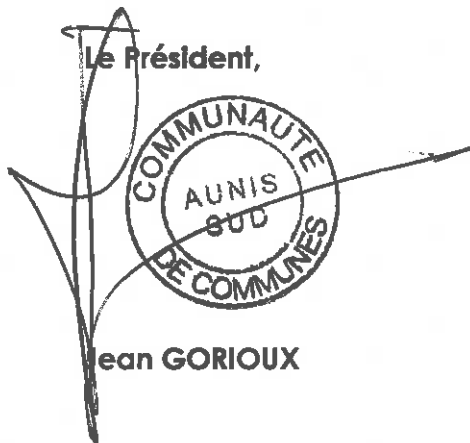
donc qu'une parcelle soit rendue constructible.	Bouhet et du SCoT du pays d'Aunis. Avis défavorable	
---	--	--

Avis des PPA	Avis du Commissaire Enquêteur	Réponse Monsieur Le Président CdC Aunis Sud
La direction de l'Environnement du Conseil Départemental	Les dispositions prévues pour les couvertures en tuile sont un peu restrictives Est-ce utile d'infléchir le règlement du PLU pour les couvertures en tuile ?	Non, un PLUI-h est en cours, des dispositions seront mises en place pour une harmonie globale du territoire.
La Chambre d'Agriculture de Charente-Maritime	Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole sont interdites dans les zones N du PLU. Est-il utile d'autoriser ces constructions alors qu'elles sont possibles en zone A ? D'autre part il est demandé de vérifier le repérage fait des haies au titre de l'article L 123-5, certaines de celles-ci seraient appelées à être modifiées. Faut-il supprimer les protections sur les haies indiquées ?	Non, il n'est pas utile d'autoriser ces constructions alors qu'elles sont possibles en zone A. Concernant les haies, le choix d'en modifier ou d'en supprimer a été défini par l'équipe municipale en cours. Cette règle évoluera lors du PLUI-h.
L'UNIMA de Charente-Maritime	L'inventaire des zones humides qui ne semble pas tout à fait exact. Est-il prévu de faire le point sur ces délimitations pour les corriger ?	Non, une étude a été réalisée avec carottage, aucune modification ne sera faite.
La Direction Départementale des Territoires et de la Mer	Il y a un déficit de logements sociaux. Faut-il prévoir des dispositions réglementaires pour en imposer ?	Non, la commune n'est pas soumise à la loi SRU et les bailleurs sociaux ne souhaitent pas investir sur notre territoire en particulier sur les petites

	<p>Il n'est pas prévu d'aire de covoiturage. Faut-il en prévoir sur la commune de Bouhet ou est-ce à examiner sur l'ensemble du territoire du Pays d'Aunis ?</p> <p>2 parcelles classées en zone N pourrait être reclassées en zone A Faut-il accéder à cette demande ?</p>	<p>communes sans services ni transports.</p> <p>Les aires de covoiturage sont gérées par le département. Des petits parkings peuvent être mis en place dans la commune mais indépendamment du PLU.</p> <p>Aucune requête n'a été faite lors de l'enquête publique.</p>
Centre Régional de la Propriété Forestière.	<p>Demande que les superficies supérieures à un hectare ne soient pas protégées au titre de l'article L123-1-5 III-2° du code de l'urbanisme. Faut-il accéder à cette demande ?</p>	<p>Non, mais cette règle pourra évoluer lors du PLUI-h.</p>

A Surgères,
Le 15 octobre 2018

Le Président,



Communauté
AUNIS
SUD
des Communes

Jean GORIOUX

